



EPTB Charente

Etablissement Public Territorial de Bassin Charente

Compte-rendu du comité de pilotage du projet de PAPI d'intention Charente

Réunion du 10 février 2020 à Saintes

EPTB CHARENTE

Rédigé par : Stéphane LEMESLE



EPTB Charente

Etablissement Public Territorial de Bassin Charente

Compte-rendu du comité de pilotage du projet de PAPI d'intention Charente

Réunion du 10 février 2020 à Saintes

Participants :

Chantal GUELOT – Sous-Préfète de Cognac
Jean-Claude GODINEAU – EPTB Charente
Thomas LOURY – DDT16
Sarah PONEN – DDT 16
Sylviane BODIN – DDTM17
Jean-Michel FAURE – DDTM17
Marie-Christine BARBEAU – DREAL NA
Emilie DUPONT – DREAL NA
Frédéric BOUERIE – CCI Rochefort et Saintonge
Alain MARGAT – CDA de Saintes
Jean-Marie QUILLET – CDA de Saintes
Sylvain BARREAUD – CDC Charente-Arnoult Cœur de Saintonge
Dominique PETIT – Grand Cognac
Benoit DARNEY – Grand Cognac
Pierre LORET – Commune des Gonds
Bernard MAINDRON – SYMBAS
Fabien DOUMERET – SYMBAS
Laurent PAULHAC – SBV Né
Mélina CALVY – SBV Né
Lydie LE BARS – CD17
Claude GUINET – CLE du SAGE Charente
Alice PERRON – SYMBA
Antoine MAZIN – SYMBA
Isabelle ORTEGA – CDC Civraisien en Poitou
Jérôme MEMIN – CDC Civraisien en Poitou
Baptiste SIROT – EPTB Charente
Stéphane LEMESLE – EPTB Charente
Florent LASVAUX – EPTB Charente

François BONNEAU – CD16
Xavier BONNEFONT – Ville d'Angoulême
Alain TESTAUD – SBV Né
Jean-Claude DOBY – SyBRA
Isabelle LAROCHE – Région Nouvelle-Aquitaine
Noémie SCHALLER – AEAG

Diaporama de présentation :

<http://www.fleuve-charente.net/domaines/la-directive-inondation/espace-pro/dossier-candidature-papi-intention-fleuve>

Mot de passe : PAPIcharente

Ordre du jour :

Validation du programme d'actions du PAPI d'intention Charente

M. GODINEAU rappelle que la réunion du jour fait suite au précédent COPIL du 19 novembre 2019 au cours duquel il avait été acté un délai supplémentaire pour permettre aux parties prenantes de proposer de nouvelles fiches-actions dans le PAPI. L'objectif de la réunion est d'acter le programme d'actions à inscrire dans le dossier de candidature du PAPI d'intention qui sera déposé fin février. Il informe également que les actions de l'EPTB qui ont été présentées lors du dernier COPIL ont été validées par son comité syndical le 23 janvier 2020. Il remercie Madame la Sous-Préfète de Cognac pour sa présence et lui cède la parole.

Mme GUELOT explique que la Préfète de Charente, désignée par le Préfet Coordonnateur de Bassin comme pilote du PAPI d'intention Charente, lui a demandé de la représenter dans le suivi de ce dossier. Elle rappelle qu'en 1982, de nombreux foyers et entreprises ont été

Excusés :

touchés par la crue de la Charente, justifiant la reconnaissance de la zone d'Angoulême à Saintes comme Territoire à Risque Important d'inondation. Une stratégie de prévention a été adoptée sur ce territoire et doit se décliner à présent au travers d'un PAPI d'intention. La labellisation par la Commission Inondation de Bassin permettra la mobilisation du Fonds Barnier pour subventionner un certain nombre d'actions qui se mettront en place. La réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes vis-à-vis du risque d'inondation est une préoccupation forte de l'Etat et c'est collégialement, avec les collectivités locales, les associations, les riverains que le sujet doit être traité.

M. LEMESLE précise le déroulé de la présentation et décline chacun des points du diaporama support (cf lien vers le diaporama) :

- 1 – Calendrier de la démarche
- 2 – Actions EPTB
- 3 – Actions des partenaires
- 4 – Vue globale du programme
- 5 – Périmètre et gouvernance
- 6 – Contenu du dossier de candidature

Il rappelle notamment le calendrier de la démarche de PAPI d'intention : dépôt du dossier de candidature d'ici fin février 2020, passage en Commission Inondation de Bassin fin mai 2020 et signature de la convention-cadre financière avant la fin de l'année. La mise en œuvre du PAPI d'intention est prévue sur la période de fin 2020 à fin 2023. La dernière année du programme sera en partie consacrée à l'élaboration du dossier de candidature du PAPI complet, PAPI comportant des aménagements/travaux.

Il expose et détaille les orientations du PAPI d'intention :

- Améliorer la sensibilisation au risque d'inondation
- Améliorer la gestion des crues et l'avertissement des crues sur les affluents
- Mettre en place un programme de réduction de vulnérabilité
- Poursuivre le travail sur le ralentissement dynamique des crues

Il balaye ensuite les actions proposées sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB et présentées plus en détail lors

du précédent COPIL. Il signale quelques ajustements financiers intervenus postérieurement au COPIL, liés à une fiabilisation des estimations et indique que la proposition de plan d'actions de l'EPTB a été validée par son comité syndical le 23 janvier dernier.

Mme BARBEAU recommande de s'appuyer sur les guides/trames déjà existant concernant notamment la maquette DICRIM.

Mme ORTEGA explique que la CDC du Civraisien est en phase d'élaboration de son PLUi et s'inquiète de la publication d'une doctrine de prise en compte du risque dans l'urbanisme qui interviendra postérieurement.

M. SIROT indique qu'il s'agit d'un guide, sans conséquence d'opposabilité sur les documents d'urbanisme. Il constituera un outil pédagogique, comportant des recommandations pour la prise en compte de dispositions déjà opposables (SAGE, PPRI, etc.).

M. LEMESLE présente ensuite les actions des partenaires dans le projet de PAPI, d'une part celles qui n'ont pas été modifiées par rapport au précédent COPIL et d'autres part celles-ci-dessous qui ont fait l'objet d'ajustements :

- action d'instrumentation métrologique du SyBRA, passée de 30 000 € HT à 42 000 € HT pour intégrer le coût d'établissement des courbes de tarages au niveau des 3 stations ;
- action d'instrumentation métrologique du SYMBA, passée de 50 000 € HT à 65 000 € HT pour ajuster le nombre de sites équipés de sondes de niveau et pour intégrer l'installation de postes pluviométriques sur les têtes de bassin.

Mme PERRON complète en indiquant que le relevé manuel des hauteurs d'eau sur l'ensemble des points de suivi prend environ 6 heures, ce qui est pénalisant pour l'accompagnement des communes en phase de gestion de crise. Elle ajoute que sur les cours d'eau à réaction rapide, il est essentiel de disposer de la donnée pluviométrique en temps réel, interfacée avec les suivis de niveau d'eau. Le syndicat propose donc l'installation de postes pluviométriques sur les têtes de bassin. Elle explique enfin que deux modèles hydrologiques, Antenne amont et Antenne aval, permettent aujourd'hui au SYMBA d'effectuer des annonces de

crues et qu'il est prévu à terme de les étendre sur d'autres affluents (Soloire, Bramerit).

M. LEMESLE présente ensuite une nouvelle fiche-action transmise fin janvier 2020 par le Syndicat du bassin du Né. Elle prévoit l'installation de six stations automatisées de transmission des niveaux d'eau et l'établissement des courbes de tarage correspondantes. Ces stations seront positionnées sur des points clé du protocole de gestion des crues en complément des deux stations existantes du SPC. Le projet est évalué à 55 000 € HT.

M. PAULHAC complète en indiquant que les stations sont prévues sur l'amont du Né et sur les affluents amont, ce qui permettra d'évaluer la genèse et la propagation des crues. Cela représentera aussi pour le syndicat un gain de temps par rapport à la manœuvre des ouvrages et à la gestion de la crue.

M. SIROT précise que l'obtention de la valeur des débits grâce aux courbes de tarage permet d'améliorer la connaissance hydrologique par rapport à la gestion des crues mais servira également pour la quantification des flux de pollution.

Mme PERRON ajoute que le SYMBA ne prévoit pas la réalisation immédiate de courbes de tarage. Cela pourra se faire dans un second temps, dès lors que le système sera bien établi.

M. LEMESLE présente une nouvelle fiche-action, qui fait suite aux discussions du COPIL de novembre 2019 et qui concerne la réalisation de diagnostics de vulnérabilité aux inondations sur le territoire de la CDC Charente-Arnoult Cœur de Saintonge, au niveau de l'axe Charente. Le nombre de bâti situé dans l'enveloppe inondable du PPRI est évalué à 90 pour les 5 communes concernées (de Port-d'Envaux à La Vallée) et le chiffrage de la fiche-action a été estimé en considérant un taux de réalisation de 50 % de diagnostics. En effet, il faut compter d'une part sur des refus probables de certains propriétaires et d'autre part sur le fait que certains bâtiments en zone inondable ont un plancher hors d'eau. Il est néanmoins prévu de mener des levés topographiques sur l'ensemble des 90 bâtiments recensés. Enfin, la maîtrise d'ouvrage est à ce stade fléchée vers l'EPCI. Le financement par le Fonds Barnier des travaux préconisés pour les particuliers ne pourra se faire que dans le cadre du futur PAPI complet dont la mise en œuvre est prévue à partir de 2024.

M. BARREAUD confirme la volonté de l'EPCI d'apporter une réponse opérationnelle aux administrés et demande si la réalisation des diagnostics de vulnérabilité relève de la compétence GEMAPI.

M. LEMESLE explique que ce sujet est soumis à interprétations diverses en l'absence de jurisprudence et que selon une lecture stricte de la compétence GEMAPI, la réduction de vulnérabilité des enjeux ne relève pas de cette compétence.

Mme BARBEAU confirme que la réduction de la vulnérabilité se situe en dehors du champ strict de la GEMAPI et rappelle que la gestion des risques d'inondation est bien plus large que la GEMAPI en citant par exemple le rôle des maires en matière d'information préventive ou de gestion de crise.

M. LEMESLE laisse ensuite le soin au SYMBA de présenter les deux nouveaux projets de fiche-action récemment transmis.

Mme PERRON présente le projet relatif aux études pré-opérationnelles de ralentissement dynamique sur les têtes de bassin. Elle indique que des problématiques importantes de ruissellement et de crue ont été observées sur ces territoires en novembre 2019 et en juin 2018. Ces événements ont été engendrés par des fortes pluies survenant sur des territoires où l'occupation des sols a été profondément modifiée depuis 40 ans et où les pics de crue sont plus importants qu'auparavant. Le syndicat souhaite caractériser ces bassins versants en vue de faire des propositions de ralentissement dynamique, de zones d'expansion de crues. Sur l'un des sites, à la Chapelle des Pots, une digue est existante et pourrait être confortée si l'analyse multi-critères s'avère favorable. Il est prévu de mener une étude géotechnique sur cet ouvrage.

M. FAURE demande quelle est l'articulation de cette étude avec celle en cours portée par l'EPTB Charente sur le ralentissement des crues.

Mme PERRON explique que les observations de terrain sur ces sites permettront de confirmer le travail de l'EPTB de pré-localisation des zones de ruissellement à l'échelle du bassin de la Charente.

M. QUILLET ajoute que les objectifs des deux études ne sont pas les mêmes puisque l'étude du SYMBA concerne des enjeux locaux identifiés lors des

inondations de novembre 2019 tandis que celle de l'EPTB concerne l'intérêt de grand bassin et le fleuve.

Mme BARBEAU rappelle que le Fonds Barnier est mobilisable pour des projets dont la vocation est d'apporter une réponse opérationnelle de réduction de vulnérabilité des biens et des personnes.

Mme PERRON indique que chaque périmètre d'étude de tête de bassin se situe en amont d'une zone à enjeux identifiés et vise à apporter une réponse opérationnelle pour ces enjeux. Environ 70 maisons ont été inondées sur ces têtes de bassin.

M. SIROT s'interroge sur l'éligibilité au Fonds Barnier d'interventions sur ces secteurs de tête de bassin non couverts par des PPR.

Mme BARBEAU indique qu'il faut effectivement regarder si les projets servent à des communes couvertes par un PPR, a minima prescrit lorsqu'on est au stade du financement des études.

M. LEMESLE précise que sur le périmètre du SYMBA, les PPR se situent uniquement sur l'axe Charente.

Mme PERRON ajoute, que se situant en tête de réseau, les secteurs concernés ne sont généralement pas couverts par un Atlas des Zones Inondables. Les enjeux traités se situent très en amont mais les projets amélioreront le fonctionnement hydrologique global.

M. LEMESLE indique que ces projets du SYMBA s'inscrivent aussi dans une logique de ralentissement dynamique des crues à l'échelle du bassin versant de la Charente, prônée par la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation. En revanche, il est peu probable de pouvoir démonter l'impact de projets isolés de tête de bassin sur les communes couvertes par un PPR de l'axe Charente. Il ajoute néanmoins que le projet prévu sur le bassin du Bourru à la Chapelle des Pots servira également la commune de Chaniers, immédiatement en aval, qui elle est couverte par un PPR.

Mme BARBEAU considère qu'il va être compliqué de justifier l'impact de projets isolés sur des têtes de bassins très éloignées de l'axe Charente. Elle suggère de distinguer les projets qui peuvent avoir un intérêt pour les communes PPR des autres.

Mme PERRON souhaite maintenir une fiche unique dans un souci de cohérence territoriale. Elle ajoute que

l'étude pré-opérationnelle sera menée en régie par les techniciens du SYMBA.

Mme BARBEAU précise que jusqu'à présent le Fonds Barnier ne finançait pas le travail en régie mais que les modalités commencent à évoluer. Des échanges sont en cours avec la trésorerie pour tenter de mettre le dispositif en place. Il est important de justifier l'intérêt économique de la prestation en régie par rapport à la prestation externalisée.

Mme PERRON explique que le SYMBA a des habitudes de décomposition du temps passé par action, notamment pour ses missions de maîtrise d'œuvre en régie, avec des modalités qui ont été convenues avec le payeur.

Mme BARBEAU espère qu'en faisant remonter les fiches-actions dans les instances cela fera évoluer les règles du Fonds Barnier.

M. LEMESLE demande si le projet de confortement de l'ouvrage à la Chapelle des Pots est susceptible d'entrer dans la nomenclature des aménagements hydrauliques au titre du décret digue, c'est-à-dire si le volume de stockage prévisionnel est supérieur à 50 000 m³.

Mme PERRON répond que le volume de la zone d'expansion des crues devrait être inférieur à ce seuil.

Mme PERRON présente ensuite une nouvelle proposition de fiche-action. Elle concerne le diagnostic pré-opérationnel des vulnérabilités sur le périmètre du SYMBA. L'objectif consiste à dérouler localement le référentiel national de vulnérabilité pour identifier les enjeux vulnérables sur les affluents et aux abords de l'axe Charente. Le travail sera porté progressivement sur plusieurs années en commençant par les crues fréquentes sur l'ensemble du territoire et en terminant par les crues centennales. L'inventaire de terrain, conduit par les techniciens locaux du SYMBA, en concertation avec les élus locaux, permettra d'être plus opérationnel pendant la gestion de crise. Un travail de coordination avec l'EPTB reste à mener pour croiser le travail sur la vulnérabilité de l'axe Charente.

M. SIROT demande pourquoi le syndicat n'a pas fait le choix d'étudier simultanément 4 scénarios de crues par territoire et de progresser annuellement de territoire en territoire.

Mme PERRON explique que le travail sera mené par entité géographique sur l'ensemble du périmètre du

SYMBA et que le fait de changer chaque année de crue de référence permettra d'avancer de manière précise et d'apprécier le différentiel d'enjeux entre deux gammes de crue.

M. LEMESLE présente ensuite le tableau reprenant l'ensemble des actions et les financements prévisionnels, rappelant que le montant total du programme est en attente des derniers chiffres du SYMBA. Il indique ensuite la répartition du montant par axe du PAPI puis par financeur.

M. SIROT précise que le diagramme de répartition par financeur représente la part de chaque structure sans tenir compte de la contribution des membres. En particulier, les syndicats qui sont financés par les EPCI et l'EPTB Charente qui comporte 30 membres.

M. LEMESLE annonce qu'à ce stade, seules les subventions prévisionnelles du Fonds Barnier sont inscrites dans le dossier de candidature PAPI mais certaines actions peuvent être éligibles à d'autres subventions, au cas par cas : Agence de l'Eau, Départements... Cela n'implique pas nécessairement que ceux-ci soient signataires de la convention-cadre PAPI mais le sujet reste à étudier avec ces derniers, maintenant que le programme d'actions est stabilisé.

M. LEMESLE présente ensuite la partie relative à la gouvernance et au périmètre du PAPI. Il signale notamment que le périmètre PAPI a été ajusté par rapport au périmètre de la SLGRI pour couvrir en matière de réduction de vulnérabilité la zone blanche située entre la périmètre SLGRI et le territoire de la CARO où est prévu une campagne de diagnostics de vulnérabilité dans le cadre du PAPI Charente & Estuaire. Cet ajustement de périmètre répond aussi à un principe de cohérence de périmètre des EPCI le long de l'axe Charente et notamment vis-à-vis du projet de diagnostics de vulnérabilité porté par la CDC Charente-Arnoult Cœur de Saintonge.

Mme BARBEAU considère que cette extension de périmètre PAPI par rapport au périmètre de la SLGRI se justifie et demande à ce que l'argumentaire figure dans le dossier de candidature du PAPI d'intention.

Enfin, M. LEMESLE présente l'avancement de la rédaction du dossier de candidature PAPI. Il indique notamment qu'il reste à rédiger la partie relative à la compatibilité du PAPI avec les documents-cadres et le

projet de convention PAPI. Les nouvelles fiches-actions du SYMBA et de la CDC Charente-Arnoult Cœur de Saintonge doivent encore être finalisées ainsi que le plan de financement global du programme. Les maîtres d'ouvrages ont été sollicités pour transmettre les lettres d'intention qui devront être jointes au dossier de candidature ; quelques engagements ont déjà été reçus.

M. GODINEAU propose aux membres du comité de pilotage d'acter la validation du programme d'actions. Il demande au SYMBA de transmettre à l'EPTB les évaluations financières des deux nouvelles fiches-actions présentées en séance. Il indique que l'EPTB Charente déposera le dossier de candidature du PAPI d'intention d'ici le 28 février auprès des services de l'Etat. Il remercie les participants et clôt la réunion.

Dossier de candidature en ligne

- <http://www.fleuve-charente.net/domaines/la-directive-inondation/espace-pro/dossier-candidature-papi-intention-fleuve>
- Mot de passe : PAPIcharente